

Le désastre européen¹

« La Grèce doit rester dans la zone euro mais elle doit respecter les diktats d'hyper-austérité concoctés pour la tirer de la dèche. » Telle est l'antienne que les gourous européens répètent de jour en jour et qui, agrémentée de nouvelles mesures fatales pour ce pays exsangue, a jeté le peuple hellène dans la rue, mis à bas le gouvernement et provoqué de nouvelles élections. Mais déjà, les mêmes pères la vertu ont prévenu : quels que soient les résultats du scrutin, il s'agira de rester dans les clous acérés du stupide traité de stabilité budgétaire européen. Ou bien bye bye l'euro. Avec le risque d'enclencher une réaction en chaîne touchant d'autres pays du sud du continent. Le chantage exercé sur Athènes est donc à la fois inique, inefficace et extrêmement dangereux aux yeux mêmes des fanas de la monnaie unique. Voici venu le temps des doutes.

Le 15 mai, le tout fraîchement installé président français s'est rendu à Berlin pour y rencontrer la chancelière Merkel ...qui avait refusé de le recevoir pendant la campagne électorale française. Histoire de montrer que le couple – si déséquilibré – franco-allemand tient toujours avec l'ambition de mener le bal au sein de l'Union européenne. Mais c'est avant tout la crise grecque qui a été au cœur de leurs palabres.

Au cours de la conférence de presse qui a suivi leur rencontre, Hollande et Merkel ont surtout affiché leurs soi-disant convergences : « Nous voulons que la Grèce reste dans la zone euro », a ainsi déclaré Mme Merkel. « Je souhaite, comme Mme Merkel, que la Grèce reste dans la zone euro », a renchéri son compère. Et ils ont dit être prêts à réfléchir avec les autres Etats à de nouvelles mesures de croissance pour la malade et l'euro-zone. Mais, au-delà des congratulations, des points de divergence sont apparus.

Quelle croissance?

Comme annoncé, M. Hollande s'était à nouveau dit « prêt à tout mettre sur la table lors du conseil européen (du 23 mai), y compris les euros bonds », des obligations communes européennes, refusées par Berlin. Il a aussi réaffirmé son souhait de renégocier le pacte de discipline budgétaire en Europe pour y adjoindre un volet croissance. Ce à quoi Mme Merkel a rétorqué, non sans ironie mais non sans raison, vu la banalité des propos tenus, que la croissance est un « concept général » qui pouvait recouvrir différents types de mesures.

Au moins, le président français a-t-il trouvé des alliés parmi les dirigeants des sociaux-démocrates allemands, cela alors que le parti de Mme Merkel connaît défaite sur défaite dans les élections régionales et qu'il y a fort à parier que la dame de fer allemande devrait bientôt quitter la scène. « Nous voulons que le traité budgétaire soit complété par des mesures de croissance. Nous savons qu'il faut des changements car l'ancien partenaire (de Mme Merkel) Nicolas Sarkozy n'est plus là », a lancé le président du Parti social-démocrate allemand (SPD), Sigmar Gabriel. Mme Merkel a besoin du soutien des sociaux-démocrates au parlement à la ratification du pacte budgétaire européen, signé en mars par vingt-cinq pays de l'UE, resucée du défunt traité constitutionnel qui institutionnalise, donne force de loi à l'obligation de respecter la rigueur dans les finances publiques. Parallèlement, un mécanisme de sauvetage européen (MES) devrait succéder au Fonds européen de stabilité financière (FESF) à l'été.

Le nouveau duo franco-allemand s'est dit notamment d'accord sur trois engagements : il a répété « le devoir » de travailler ensemble dans le respect des « sensibilités politiques ». Ils ont souhaité bon vent à la Grèce au sein de la zone euro. Ils ont re-redit leur souhait d'une reprise de l'économie européenne. Et après ? Le récent G8, sommet des supposées huit principales puissances de la planète a surtout dressé la liste des problèmes qui s'accumulent des deux côtés de l'océan atlantique. L'économie mondiale reste dans le rouge. Depuis la crise de 2008, les Etats ont volé au secours des sociétés financières en présentant la lourde note aux peuples. Ce qui n'a évidemment fait qu'aggraver le mal et érodé encore toute perspective de croissance, surtout en Europe, gangrénée par les politiques monétaristes, soit la soumission aux marchés financiers.

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – mai 2012.

La Grèce fait la « une » des journaux. Mais l'Espagne, l'Irlande, le Portugal ou l'Italie sont en récession. Ailleurs, dans la zone euro, la croissance est proche de zéro. Partout la précarité et le chômage de masse explosent sous les coups des fanas de la pensée unique. La Belgique n'est pas en reste. Récemment, le Premier ministre socialiste (?) Elio Di Rupo a rappelé devant les huiles de son parti les règles du pacte de stabilité. Que l'on peut facilement résumer ainsi : coupes sombres dans les budgets publics et rigoureuse austérité que subiront, en première ligne, les chômeurs et les pensionnés. Le ministre président wallon, Rudy Demotte a répondu présent : la Région prendra sa part dans « l'effort ». Sans alternative possible ? Dans le même temps, la ministre communautaire Fadila Laanan affirmait qu'après l'élection de Hollande, « Elio sera moins seul pour réclamer une autre politique ». Le président des mutuelles socialistes clame qu'autre chose est possible ». Méthode Coué ? Pendant ce temps, *le Soir* du 11 mai titrait : « L'impôt des sociétés a diminué de moitié en une décennie ». Et plus bas : « Les allocations de chômage baisseront plus rapidement ». Saisissant raccourci !

Tout le monde parle de croissance, voire d'une « réorientation de l'Europe » (Hollande) comme on agite une amulette. Mais ces professions de foi n'effacent ni les contradictions, ni les divergences sur les méthodes à employer. Surtout, personne ne se hasarde à mettre en cause les dogmes libéraux et la soumission aux marchés financiers. Dans une récente enquête, l'Organisation internationale du Travail (OIT) rappelait la persistance d'un déficit de « 50 millions d'emplois par rapport à la situation qui prévalait avant 2007 ». Et prévoit « l'amorce d'une nouvelle phase encore plus problématique de la crise mondiale de l'emploi. » Et l'organisation tapait sur le clou, parlant de « spirale à la baisse des salaires » : « Il n'y a pas de lien évident entre les réformes du marché du travail et le niveau de l'emploi. » Au total, répétons-le, « l'austérité enfonce l'Europe (et le reste du monde. Ndlr) dans la récession, sans permettre l'assainissement des finances publiques (...) Dans l'état actuel des traités européens (la croissance est impossible) (...) Il faut donc changer les règles », constatait justement Eric Dor, professeur à l'Université de Lille (Le soir du 4 mai). Dame ! Quand on sait que la Banque centrale européenne a prêté plus d'un milliard d'euros aux banques commerciales, quand la BCE consent des prêts à des taux prohibitifs aux Etats, où trouver les moyens d'une politique de relance de la demande intérieure des Etats, déjà surendettés.

Cela n'empêche pas le président de la BCE, l'Italien Mario Draghi de montrer comment il veut « remettre la croissance au centre de l'agenda ». Par des réformes structurelles : discipline fiscale mise en concurrence des marchés de biens et de services, flexibilité sur les marchés du travail, ajustement à la baisse des salaires, mise en cause des codes du travail. On connaît par cœur le leitmotiv : il s'agit de libérer l'esprit d'initiative du secteur privé. Cela dit sans rire. Bref, poursuivre la fuite vers l'échec, aggraver le dumping social sans se libérer des griffes des marchés. Et pas un mot sur la réhabilitation des politiques publiques, notamment de crédit, pour financer l'emploi, la formation, de grands projets de travaux publics.

Retour à la Grèce

Les « responsables » européens ont dit et fait tout et n'importe quoi, tiré du sang et des larmes et enfoncé davantage un pays depuis longtemps à bout de force. Les pressions écœurantes de la BCE, du FMI et des marchés financiers ont semé le désespoir. On dit peu que les banques étrangères, notamment françaises, allemandes ou belges, en quête illusoire de juteux profits, sont aussi responsables de la situation que les dirigeants d'un Etat gangréné par la corruption. Dérégulation, privatisations massives, saccage social, etc. les recettes ont été énoncées sans même qu'on se dise que le pays le plus libéralisé d'Europe, la Grande-Bretagne, vient d'entrer en récession. Et la panique est là. En Grèce, comme en Espagne, des milliers de citoyens et des entreprises font le siège des banques, les premiers pour retirer ce qui leur reste d'économies.

Plus cynique que jamais, le commissaire européen au commerce, le Belge Karel De Gucht, s'est récemment illustré : les Grecs « sont des gens désespérés ». Mais ce n'est rien, « la Grèce doit mettre en œuvre les accords conclus (...) Il n'y a pas de marge ». Et ce brillant esprit a jugé que les Grecs auraient tort de miser sur le fait que l'Europe pliera sur la mise en œuvre des réformes après les élections. Alors à quoi bon voter ? Qui parlera encore de principes démocratiques ?

Sortie de l'euro ? La gauche radicale et anti-austérité du parti Syriza, probable vainqueur du scrutin de la mi-juin, un moment appelé à appuyer un gouvernement, refuse sèchement les engagements pris par les conservateurs

et les socialistes envers les créanciers, européens et autres, du pays. Refusant la « barbarie » et le « chantage », son leader Alexis Stipras, extrêmement populaire, refuse d'être « complice d'un crime et appelle à « condamner une fois pour toutes les forces du passé ».

Une sortie au prix fort

Dans le même temps, Madrid ne peut emprunter qu'à des taux prohibitifs. Comme l'Italie. Les déficits publics se creusent encore. Les banques espagnoles, qui avaient voici peu encore le verbe haut, sont noyées dans la crise immobilière (200 milliards d'euros de prêts à risque).

Si la Grèce devait quitter l'Euro, incapable d'honorer ses dettes en euros, cette « solution » coûterait cher à tout le monde. Jusqu'à 11,6 milliards à la Belgique, 66,4 milliards à la France, 89,8 milliards à l'Allemagne. Sans prendre en compte les pertes des banques privées, les risques de contagion et une nouvelle érosion de la croissance européenne, a analysé Eric Dor².

Alors, les peuples descendent dans la rue, les dirigeants socialistes européens dénoncent la toute-puissance des marchés financiers, prétendant ainsi rompre avec le social-libéralisme. Même si leurs anciens leaders se sont, ici et là confortablement recyclés dans le monde des affaires sans le moindre état d'âme. Voyez les Pays-Bas, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Espagne, par exemple³.

Il y a donc urgence à créer un autre rapport de force à l'échelle européenne contre ces politiques de l'échec. « Ce qui a été fait conduit à un échec préoccupant, car c'est de ce terreau que se nourrissent les partis d'extrême droite (...). Il faut trouver d'autres issues que l'austérité. Il y a une brèche « ouverte pour la croissance » notait récemment le porte-parole du PCF, Olivier Dartigeole dans *l'Humanité*. Le moment est peut être propice quand même l'inoxydable Mme Merkel est désavouée par l'électorat. L'heure des choix de progrès est venu, l'heure de mettre les marchés au pas.

² « La sortie de la Grèce pourrait coûter cher à l'Etat belge ». *Le Soir* du 18 mai.

³ Lire « Les marchés financiers ont un visage » dans *le Monde diplomatique* de mai 2012.